

Travaux sur couverture – Rue Grosse Horloge
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2, L.2213-6, L.2131-1 et L2214-3 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 411-25, 411-8, 417-10 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière modifiant certaines dispositions du Code de la route ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription) approuvés par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifié le 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise SCBTP.H. CAILLAUD, dont le siège social se situe LD Thouars, 17330 Migré, en date du 5 mai 2026,

Considérant qu'il est nécessaire de régler la circulation ainsi que le stationnement rue Grosse Horloge afin de permettre le bon déroulement de travaux sur couverture au droit du n° 34 de ladite rue,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise SCBTP.H. CAILLAUD est autorisée à stationner son véhicule immatriculé EG – 379 – VA vis-à-vis du n° 34 de la rue Grosse Horloge, en veillant à laisser libre la circulation des automobilistes et des piétons, du **lundi 11 mai 2026 au vendredi 29 mai 2026, de 8h00 à 18h00.**

Article 2 : La circulation pourra être ponctuellement interdite à la circulation de tout véhicule rue Grosse Horloge, dans sa totalité, uniquement le temps de charger et décharger du matériel, du **lundi 11 mai 2026 au vendredi 29 mai 2026, de 8h00 à 18h00**, à l'exception du véhicule immatriculé EG – 379 – VA.

Article 3 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposé par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et la Cheffe de Service de la Police Municipale.

Article 4 : Les Services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

Article 5 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, la Cheffe de Service de la Police Municipale, l'entreprise SCBTP.H. CAILLAUD, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

07 MAI 2026

Pour la Maire,
L'Adjointe déléguée,
Myriam DEBARGE

